

ÉQUATEUR

Pour que les droits humains soient respectés il faut que cessent les manœuvres d'intimidation à l'encontre de ceux qui critiquent le gouvernement

Index AI : AMR 28/004/2005

ÉFAI

Lundi 7 mars 2005

DÉCLARATION PUBLIQUE

Amnesty International est extrêmement préoccupée par les attaques et menaces de mort dont continuent de faire l'objet en Équateur les dirigeants politiques, journalistes et défenseurs des droits humains qui se montrent critiques à l'égard du gouvernement. La dernière de ces agressions a eu lieu le dimanche 6 mars 2005 au petit matin contre Enrique Ayala Mora, député socialiste et recteur de l'Université andine Simón Bolívar. Selon les informations reçues, Enrique Ayala était au volant de sa voiture quand un véhicule 4x4 l'a poussé vers le bas-côté, lui faisant faire un tonneau ; plusieurs coups de feu ont alors été tirés dans sa direction.

Enrique Ayala aurait été attaqué deux jours après avoir critiqué les changements récents à la Cour suprême.

Cette agression ne représente malheureusement pas un fait isolé. Le 2 mars, Amnesty International a publié une *action urgente* pour soutenir le journaliste Orlando Pérez Torres du quotidien *Hoy* qui avait été menacé de mort. L'organisation internationale de défense des droits humains a également mené des actions en faveur de la fondation Mariana de Jesús et de son directeur Francisco Peña, qui ont été attaqués et ont reçu des menaces d'attentat en février et mars 2005. Il semble que ces menaces aient eu pour cause l'attitude critique de ces personnes à l'égard du gouvernement de Lucio Gutiérrez.

Amnesty International s'est également inquiétée tout au long de l'année 2004 des menaces et attaques dont ont été régulièrement victimes des dirigeants associatifs, des journalistes et des défenseurs des droits humains en raison de leur opposition à la politique gouvernementale.

Amnesty International considère qu'il est de la responsabilité du gouvernement équatorien de s'assurer que tous les citoyens jouissent du droit à l'intégrité physique et à

la libre expression. C'est pourquoi elle demande aux autorités équatoriennes de traduire dans la pratique leur engagement en faveur du respect des droits humains en ouvrant des enquêtes exhaustives, indépendantes et impartiales sur tous les actes d'intimidation et agressions perpétrés, en rendant publics les résultats de ces investigations et en déférant à la justice les personnes soupçonnées d'être responsables de ces agissements.

L'organisation a rappelé une fois encore aux autorités équatoriennes que la reconnaissance et le respect du travail des organisations politiques, sociales et de défense des droits humains constituaient une étape fondamentale du chemin conduisant à l'état de droit en Équateur.

« Il faut que le gouvernement équatorien prenne des mesures concrètes afin que tous les citoyens de ce pays puissent mener à bien leur travail et exprimer leurs opinions, dans le respect de la loi, sans craindre de représailles. »

Complément d'information

Les dernières agressions dont ont été victimes des dirigeants politiques, des journalistes et des défenseurs des droits humains se sont produites alors que le président Lucio Gutiérrez fait l'objet de critiques de plus en plus nombreuses depuis la destitution, par le Congrès, de juges de la Cour suprême. Réuni en session extraordinaire par le président, le Congrès a procédé à cette destitution dans le cadre d'une procédure contraire à celle prévue par la Constitution.

Ces récentes destitutions et la nomination d'autorités judiciaires par le pouvoir exécutif et législatif remettent en question le respect par les autorités équatoriennes de l'état de droit et de l'indépendance du pouvoir judiciaire. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>